

## Société | Transition énergétique: demain, quels financements pour quels emplois ?



Intitulée « **Demain l'énergie pour tous: quelles solidarités entre citoyens, entre territoires ?** » la plénière de clôture des Assises interrogeait les acteurs de la transition énergétique, au premier rang desquels les collectivités locales, mais aussi l'Etat, les énergéticiens, et les représentants de la société civile, sur les grandes priorités pour consolider une transition déjà en cours. Des priorités comme autant d'évolutions en terme de modèle de société à venir. Plusieurs de ces "mutations" ont ainsi été discutées, avec comme focus principaux les outils financiers permettant de porter cette transition et l'emploi forcément impacté, au minimum dans le secteur énergétique. Une thématique d'une particulière acuité au moment même où à l'extérieur du Palais des congrès, un rassemblement dénonçait le projet de fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim.

Sur les outils financiers permettant le développement des projets allant dans le sens de la transition énergétique, la partie se joue à plusieurs niveaux, s'entendent les intervenants. D'abord pour Isabelle Korcher, Directrice générale d'ENGIE, « il faut créer les conditions pour que l'argent disponible, et il y en a, vus les records de l'épargne en France, soient investis. » Plusieurs propositions pour sa part : dans les grands projets locaux, « il faut garantir par contrat à l'opérateur une visibilité de long terme pour le rassurer dans son investissement ; un contrat de 30 ans par exemple, comme c'est le cas pour le projet de réseau de chaleur que nous montons avec la Métropole bordelaise ». Autre idée, très régulièrement entendue au cours de ces Assises : « si on veut faire reculer le carbone, il faut c'est une évidence augmenter le prix du carbone qui est encore très bas. Pourquoi ne pas, à terme, le multiplier par 10 ? ». Autre aspect qui pourrait jouer dans la balance des financements, selon elle : « les économies d'énergie ; de 20 à 40% d'économie peuvent être réalisés dans les logements ou les bureaux », estime-t-elle.

**Financer localement "sans passer par Paris"** Du côté des collectivités, Alain Rousset le réaffirme, là encore, dans la droite ligne des nombreux échanges de ces trois jours, « la transition énergétique passe d'abord par les territoires, parce que c'est là que se font les projets. Il faut donc nous donner les manettes. Les projets locaux doivent être étudiés et financés à un niveau local sans passer par Paris. Il faut créer des dispositifs régionaux d'investissement. En Nouvelle-Aquitaine, nous essayons de le faire avec le projet de création, avec la BPI, d'un fonds de prêts à bas coûts ou

encore avec la constitution d'un fonds d'investissement régional dédié aux entreprises ne pouvant pas prétendre au plan Junker qui vise uniquement les projets de 50 M€ et plus. » Quant aux particuliers, pour les aider à se lancer dans des travaux de rénovation thermique parfois coûteux, le Président du Conseil régional compte créer un dispositif de tiers financeur, « si la Caisse des dépôts l'accepte ».

Pour Alain Juppé, en matière de financements, mais aussi de conduite de projet, c'est un problème global « de complexité des procédures, qui bien souvent ralentit voire paralyse les projets », et avec eux la transition énergétique. « Il y a un travail de simplification administrative à faire pour redonner de l'oxygène aux porteurs de projets, quels qu'il soient ». Et de citer l'exemple allemand bien connu où « un projet de méthanisation peut se monter en 6 mois là où en France le même projet ne verrait pas le jour avant 5 ou 6 ans... » ; A son niveau il rappelle, la plate-forme numérique « Ma Rénov' » tout juste lancée par la Métropole, visant par une information claire, à augmenter le nombre des chantiers de rénovation dans les logements de la Métropole, dont pour mémoire, 60% sont antérieurs à 1974...

**Transition énergétique et transition professionnelle** Autant de suggestions sur les outils financiers partagés par les associations qui quant à elles tiennent aussi à alerter sur la question des emplois, comme un sujet à anticiper. Si Anne Bringault, responsable Transition énergétique au CLER (Réseau pour la transition énergétique), avance que la transition énergétique va permettre de créer des « centaines de milliers d'emplois non délocalisables, notamment dans le secteur des énergies renouvelables et de la rénovation du bâtiment, y compris dans des territoires déclassés » elle reconnaît, et comprend aussi, que les freins sont nombreux. Des freins qu'elle encourage à contourner et anticiper par un dialogue entre les acteurs. « Il faut mener des évaluations en besoins, en compétences et en emplois, une fois encore au plus près des territoires, au niveau régional », suggère-t-elle. Objectif : anticiper les reconversions professionnelles, « planifier la transition professionnelle qui découle logiquement de la transition énergétique » complète Denis Voisin, porte-parole de la Fondation Nicolas Hulot.

Pour Alain Rousset, c'est aussi un pas culturel, qu'il faut passer concernant « notre difficulté au changement d'emploi dans notre société. Il existe des résultats étonnants en terme de reconversion de sites. » Et Isabelle Kocher de confirmer « notre groupe a déjà fait face au niveau européen à des reconversion de sites, personne n'en a entendu parlé parce qu'elles se sont très bien passées. Mais il faut deux conditions au succès d'une telle opération : jouer la clarté avec les salariés sur le pourquoi et le comment de cette reconversion, et y mettre les moyens » témoigne-t-elle.



Solène Méric

Crédit Photo : [Aqui.fr](http://Aqui.fr)  
Publié sur [Aqui.fr](http://Aqui.fr) le 26/01/2017  
[Url de cet article](#)

